

BOUIRA

Les transporteurs d'Ath-Laâziz désespérés

Pour cause de travaux d'aménagement du boulevard menant de la zone d'activité vers le lotissement Tali, en passant par la gare routière, plus de 100 transporteurs de la commune d'Ath-Laâziz située à 8 km au nord de Bouira ont été sommés mardi dernier de quitter la gare routière où ils avaient l'habitude de stationner et de prendre leurs clients.

L'opération a été menée avec l'intervention de la force publique, puisque les transporteurs, au nombre de 117, n'ont pas voulu quitter les lieux surtout que l'endroit que la direction des transports leur a désigné est dépourvu de toutes les commodités.

Mardi, et pour la deuxième journée, les transporteurs, surtout ceux de Bezzit bas et Bezzit haut ainsi que ceux d'Irechamène, ont observé dans la matinée une grève pour protester contre leur transfert vers cet endroit situé sous le pont menant vers la zone d'activité, un endroit qui n'a pas été aménagé par la direction des transports ou de la commune pour accueillir les transporteurs ni les clients.

En effet, d'après certains représentants des transporteurs que nous avons rencontrés au niveau de la gare routière où ils ont observé un rassemblement, l'endroit auquel ils sont envoyés ne possède ni les abribus ni les toilettes et, plus que tout, vu son isolement, est un risque majeur pour les jeunes filles et les



familles qui risquent des agressions. Mardi dans la matinée, pour trouver une solution, une délégation composée de ces transporteurs s'est déplacée vers le siège de la wilaya pour rencontrer le wali et les directeurs concernés par leur problème, à savoir le directeur des transports et le DTP mais vu la tenue de la session de l'APW, aucun de ces responsables n'était disponible pour les recevoir.

Las d'attendre sur les lieux, les représentants sont revenus bredouilles mais maintiennent leur revendication essentielle ;

celle d'avoir une place comme les autres transporteurs des autres communes, à l'instar de ceux de M'chedallah, Bechloul, El-Esnam, Aïn Bessem, Aïn-Laloui, Aïn Hdjar et Sour-El-Ghozlane, qui possèdent des arrêts au niveau de la gare routière mais également au niveau de l'entrée sud pour ceux de M'chedallah, Bechloul, El-Esnam et Sour-El-Ghozlane, et l'entrée ouest pour ceux de Aïn Bessem, Aïn Laloui et Aïn-Hdjar ; alors qu'eux, ne possèdent que ce seul arrêt duquel ils viennent d'être chassés. Une décision perçue

comme une injustice à leur égard et un mépris pour leur région. Aussi, tiennent-ils à rappeler leur demande d'avoir un arrêt au niveau de la gare routière en désignant l'espace situé derrière le centre commercial en cours de construction comme un lieu idéal pour les abriter.

En attendant, ils poursuivent leur action de protestation tout en assurant un service minimum au niveau de l'arrêt occupé par les transporteurs de la région de Maâla qui en ont un au niveau de la gare routière.

Y. Y.

TIZI-OUZOU

Journée d'information et de sensibilisation sur l'insuffisance rénale chronique à Azazga

A l'initiative de l'Association des insuffisants rénaux d'Azazga, en coordination avec le centre d'hémodialyse de l'EPH, une journée d'information et de sensibilisation sur l'insuffisance rénale chronique (IRC), suivie d'un débat avec les malades, a été organisée à la salle de l'ex-église d'Azazga.

Elle a été animée par une équipe de spécialistes du CHU de Tizi-Ouzou et de l'EPH d'Azazga conduite par un éminent professeur, le professeur Seba du CHU de Tizi-Ouzou qui donnera le ton en annonçant que cette journée a pour objectif principal l'information des patients et des soignants, et d'essayer d'accompagner les dialysés pour réduire les complications et les causes de décès.

Au programme, cinq communications : le Dr Sahnoune de l'EPH d'Azazga a présenté le centre d'hémodialyse d'Azazga, ouvert le 12/03/2005, qui dispose de 14 générateurs et prend en charge 49 malades bénéficiant de toutes les thérapies et encadrés par quatre

médecins dont deux spécialistes ; le professeur Seba a parlé du traitement de l'IRC par la dialyse et la transplantation rénale, le diabète et l'insuffisance rénale et le PEC de l'anémie chez le diabétique. LD' Badaoui du CHU de Tizi-Ouzou a exposé les aspects étiologiques de l'insuffisance rénale ; le Dr Talbi du CHU de Tizi-Ouzou a traité des bonnes pratiques en dialyse. Cela alors que l'intervention du Dr Aliane Aïssa du CHU de Tizi-Ouzou, «L'insuffisance rénale évitable chez les hypertendus», fera l'objet d'une autre programmation en raison de son importance selon le professeur Seba.

Ce dernier, pour qui le souci premier d'un médecin est la meilleure prise en charge de ces malades auxquels il faut apporter les meilleurs soins, a donné un large aperçu de la maladie, sa définition, ses causes, ses symptômes, son traitement...

Les médecins ont insisté sur la prévention et le dépistage de l'insuffisance rénale à mener par

les médecins scolaires et du travail avant d'arriver à l'hôpital, une sensibilisation qui devrait même toucher les médecins dans le privé. Le service d'hémodialyse d'Azazga, dont sept malades ont subi des greffes rénales, s'enorgueillit de l'excellente prise en charge des patients qui bénéficient de tous les moyens, propos corroborés par les malades eux-mêmes.

Lors de la table ronde qui a réuni les médecins et les malades, une question pertinente a été soulevée par un malade : le problème de l'attitude à observer en terme de prévention pour éviter le stade de la dialyse et s'il existe des services de prévention. Elle a trouvé une réponse opportune avec l'ouverture dès jeudi prochain, au CHU de Tizi-Ouzou, d'un service de consultations chargé du dépistage et du suivi adéquat du diabète dirigé par le Dr Aliane, néphrologue.

S. Hammoum

Les jeunes ferment l'APC

Après avoir fermé le marché dit souk el-halath (marché des femmes), qui se tenait les lundis et jeudis au profit de la gent féminine suite à sa délocalisation de Tizi-Bouchene, au motif qu'il était transformé en lieu de débauche par des gens venant selon eux des wilayas de Boumerdès et Alger, un marché qui s'est vite bâti une réputation et qui est également fréquenté par les hommes (voir

article précédent), les jeunes d'Azazga sont montés au créneau jeudi en fermant l'APC.

Renseignement pris sur place auprès de ces jeunes, il s'avère que les manifestants exigent des élus locaux un arrêté de fermeture définitive de ce marché — qui rivalise avec le marché hebdomadaire du samedi sur le site duquel il se tenait les lundis et jeudis, chose qui leur éviterait des

réveils à 4h30 du matin pour faire rebrousser chemin aux commerçants ambulants et rendre officielle cette fermeture. Dans l'après-midi, la tension a baissé d'un cran après qu'une réunion de concertation avec l'ensemble des comités de villages, des manifestants et des autorités d'Azazga fut programmée pour le lendemain vendredi selon une source de l'APC.

S. H.

AÏN-DEFLA

Violence au lycée Abou Dhir El-Ghifari de Khemis-Miliana

A la suite d'une petite anicroche entre deux lycéens de l'établissement Abou Dhir El-Ghifari, situé à la sortie ouest de Khemis-Miliana, ayant eu lieu samedi à l'extérieur du lycée, une violente bagarre s'en est suivie le lendemain dans la cour même de l'établissement.

Voulant régler ses comptes avec son antagoniste, un des deux jeunes ameute sa bande et donnent une correction sévère à son adversaire qui est gravement blessé à l'œil. Son frère, venu à son aide, a dû succomber devant la bande adverse déchaînée.

L'élève blessé est alors conduit dans les locaux administratifs, continuant à perdre son sang, et sans qu'il ne soit secouru. Le père des deux lycéens blessés, averti, arrive sur les lieux. «Deux choses m'indi-gnent dans ce qui s'est passé.

D'une part, personne n'est intervenu pour séparer les belligérants et disperser la bande qui s'est acharnée sur mon fils. Comme prétexte, l'administration invoque que le personnel d'édu-cation est dans sa quasi-totalité féminin.»

D'autre part, et toujours selon le père, «ce qui est révoltant, inadmissible et injus-tifiable, c'est l'atti-tude du chef d'établissement». Et d'ajouter : «Il dit qu'il a appelé les services de la Protection civile, dont l'unité se trouve à moins de 200 m derrière le lycée, mais qu'ils n'ont pas répondu à l'appel... Soit, mais personne n'a pu évacuer mon fils vers l'hôpital ?» s'interroge-t-il. Et c'est le père qui à bord de son véhicule effectue le transfert vers les UMC de l'hôpital de Khemis-Miliana. Toujours selon lui, le proviseur a répondu :

«Moi j'étais occupé à gérer la grève.» Indigné, le père ajoute : «Et la non-assistance à personne en danger ? Et la responsabilité civile du chef d'établissement à qui incombe la tâche de tout faire pour assurer aussi la sécurité de ses élèves, en est-il conscient ?»

Le lycéen blessé a eu 12 jours d'incapacité et son frère deux jours. Le père a déposé plainte auprès de la sûreté de daïra de la ville.

Karim O.

CHLEF

L'autoroute bloquée

par la population

Des habitants du douar Sidi El-Djilali Benlazrag ont bloqué la circulation sur l'autoroute Est-Ouest entre les localités de Ouled Ben-Abdelkader et Oued Sly, à l'ouest de Chlef. De nombreux habitants sont allongés sur l'asphalte depuis jeudi matin. La raison de cet acte collectif des habitants du douar, selon des sources locales, découle de la réalisation de l'autoroute en elle-même qui a coupé la localité en deux zones distinctes et supprimé le chemin de liaison, induisant pour la population locale un détour considérable. Les habitants se disent décidés à ne pas libérer la circulation tant que les pouvoirs publics ne se seront pas engagés à réaliser un pont qui enjamberait l'important axe routier.

Ils affirment en être arrivés à cette extrémité vu que toutes leurs démarches effectuées depuis le début de la réalisation de l'autoroute sont restées sans écho, les autorités locales ayant fait «la sourde oreille».

Du coup, les ouvriers algériens et chinois, engagés sur les chantiers locaux, ont été sommés de cesser le travail par les manifestants.

Karim O.

Précisions

Dans un passage de l'article intitulé «Les habitants du lotissement 5-Juillet de Tizi-Gheniff ferment l'APC du chef-lieu», paru dans notre édition datée du mercredi 11 novembre 2009, il a été dit par les membres de l'association que le P/APC par intérim a demandé aux forces de l'ordre de disperser les contestataires. Ce que réfute le concerné qui, au contraire, avec les autres élus, a appelé au calme et indiqué que tout fut entrepris pour que la situation ne dégénère pas.